



Face à l'urgence économique et sociale

LA RENTRÉE SOCIALE DES RETRAITÉ·ES DOIT ÊTRE PLACÉE SOUS LE SIGNE DES MOBILISATIONS !

Les retraité·es, encore et toujours les grands perdants des choix politiques qu'elles/ils subissent de plein fouet. Les conflits partout dans le monde, et tout particulièrement celui en Iran, ont des répercussions directes sur l'économie mondiale, et donc sur la vie quotidienne des citoyen·nes. Une fois encore, ce sont les retraité·es qui se retrouvent en première ligne face à une dégradation brutale de leur pouvoir d'achat. Une nouvelle flambée des prix imposée par le choc énergétique.

Depuis le déclenchement des hostilités en Iran, les marchés de l'énergie sont profondément déstabilisés. Le blocage du détroit d'Ormuz, où transite environ 20 % du pétrole mondial, persiste, malgré la signature d'un cessez-le-feu, provoquant ainsi des hausses massives des prix du pétrole et du gaz, avec des conséquences immédiates : hausse des carburants, augmentations des coûts des transports et des répercussions immédiates sur l'alimentation et des biens essentiels.

En France, l'inflation repart à la hausse et pourrait dépasser les prévisions initiales, avec un impact direct sur le budget des ménages. Dans certains scénarios, elle pourrait atteindre plus de 3 % en 2026, érodant fortement une fois de plus le pouvoir d'achat des citoyen·nes.

Les retraité·es voient le montant de leur retraite stagner et font face à des dépenses qui ne cessent d'augmenter. Leurs pensions restent largement et insuffisamment revalorisées face à l'inflation. Or, les postes de dépenses les plus touchés sont précisément ceux qui pèsent le plus dans leur budget : l'énergie (chauffage, électricité, gaz), l'alimentation, la santé, les transports.

Déjà fragilisée, la consommation des ménages recule en France sous l'effet de la crise énergétique que nous traversons actuellement. Pour les retraité·es, cela se traduit concrètement par des choix parfois douloureux : se chauffer ou se soigner, se déplacer ou se nourrir correctement, avoir accès à la culture ou bien s'isoler. Une crise qui s'ajoute à des années d'austérité.

Non content de mettre les retraité·es de plus en plus en situation de grande précarité, au nom de nouvelles économies pour 2027, le ministre de l'économie souhaite désindexer de l'inflation les pensions supérieures à 3 000 €, c'est la double peine. Cette situation n'est pas une fatalité naturelle, elle s'inscrit dans un contexte de politiques économiques qui ont depuis des années affaibli le niveau de vie des retraité·es. Gel et sous-indexation des pensions, hausse de la CSG, recul des services publics...

Les crises que nous subissons agissent comme des révélateurs et accélérateurs des inégalités. Dans le même temps, les grandes entreprises et tout particulièrement celles des produits pétroliers continuent de réaliser des profits considérables et amplifiés par la spéculation sur les prix. La CGT exige des mesures immédiates et durables.

Face à cette situation inacceptable pour les retraité·es, elle revendique : l'indexation des pensions sur les salaires, pour garantir le maintien du pouvoir d'achat. Une augmentation immédiate des retraites, notamment les plus modestes. Le blocage des prix de l'énergie et des produits de première nécessité. Une taxation des superprofits des multinationales de l'énergie. Le développement en territoire des services publics accessibles avec des agent·es publics, notamment pour la santé et les transports. Les retraité·es ne sont responsables ni des conflits internationaux, ni des choix politiques économiques. Pourtant, ce sont les actives et actifs et les retraité·es qui en paient le prix.

Pour la CGT, une autre façon de répartir les richesses est possible et nécessaire. La solidarité doit primer sur les logiques capitalistiques. La dignité des retraité·es n'est pas négociable. Seules des mobilisations de grande ampleur peuvent nous permettre de gagner nos revendications légitimes. Alors toutes et tous dans les rues,

Le 21/09 pour une journée mondiale de la paix.

Le 29/09 avec nos collègues actifs de la fonction publique, pour l'augmentation de la valeur du point d'indice, pour le développement des services publics essentiels pour toute la population.

Le 14/10 à l'occasion de la journée d'action pour exiger la revalorisation des pensions AGIRC – ARRCO.

Le 19/11 pour la manifestation nationale des retraité·es à Paris pour gagner nos revendications légitimes (pensions, protections sociales, services publics...).

Toutes et tous dans l'action avec les actives et actifs pour faire voter CGT à l'occasion des élections professionnelles et de la caisse de retraite CNRACL du 23 novembre au 10 décembre 2026.

BULLETIN D'ADHÉSION

à l'Union fédérale des retraité·es CGT des Services publics

Retraité·e isolé·e ? NON ! Retraité·e syndiqué·e ? OUI !

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

Mon pouvoir d'achat – Ma retraite – Ma santé – Mes besoins quotidiens

JE ME SYNDIQUE À LA CGT



Nom Prénom.....
Adresse postale.....
Code postal Ville
Adresse mail @
N° de téléphone
Branche professionnelle d'origine

À renvoyer à : **Fédération CGT des Services publics – Union fédérale des retraité·es**

Case 547 – 263 rue de Paris – 93515 MONTREUIL CEDEX – ufr@fdsp.cgt.fr

